

Présentation

Au milieu des années 1840, on pouvait voir et au besoin admirer, dans la bibliothèque du Congrès à Washington, un portrait en pied de François Guizot, œuvre de George Healy¹. C'était moins l'homme d'Etat, pour lors ministre des Affaires étrangères lorsqu'il posa pour le jeune artiste -tout juste 28 ans- en 1841, qui était ainsi célébré, que l'éminent historien. Non pas l'historien de la révolution d'Angleterre, puis de la civilisation en Europe et en France, auxquelles il avait consacré, entre 1825 et 1830, de nombreux et forts volumes, mais l'auteur d'un petit livre, presque un opuscule, portant sur une période, la fondation de la République américaine, et sur un homme, Washington, dont il avoua lui-même dans ses Mémoires² qu'il ne les avait jamais vraiment étudiés jusque là. Ce portrait a lui-même une histoire. Le 1^{er} février 1841, vingt-cinq citoyens américains résidant à Paris avaient signé une lettre à Guizot, lui demandant, en témoignage de leur gratitude pour avoir si bien fait connaître à l'Europe « la vraie nature de notre Révolution et la supériorité caractéristique de son héros », d'accepter qu'un peintre américain fit son portrait, lequel serait envoyé aux présidents du Congrès pour être placé dans sa bibliothèque. Ce qui fut fait. En retour, Healy offrit à Guizot une très belle copie du grand portrait de Washington par Gilbert Stuart, qui fut accrochée au Val-Richer, la résidence de campagne de Guizot près de Lisieux, là où il avait rédigé son texte.

Parmi les signataires, en troisième position, Jared Sparks. Né en 1789, ce pasteur unitarien, ancien rédacteur de la *North American Review*, puis professeur d'histoire à Harvard, était un rat de bibliothèque et d'archives, aux Etats-Unis et en Europe, qui avait à son actif d'impressionnantes entreprises de publications, parmi lesquelles, en douze volumes, *The Diplomatic Correspondence of the American Revolution* puis, parus encore en douze volumes à Boston entre 1834 et 1837, *Life and Writings of George Washington*. Pour ce chantier, il avait puisé dans les deux cents volumes de manuscrits légués par le premier président des Etats-Unis à son neveu Bushrod Washington auquel le Congrès les avait plus tard achetés et déposés aux archives d'Etat à Washington, et aussi dans les archives publiques et privées auxquelles il avait eu accès, y compris à Paris. En 1838, Jared Sparks eut l'idée de demander à Guizot de choisir dans ce monument documentaire les éléments « propres à intéresser le public français, et d'en surveiller la traduction et la publication. » Une introduction spécialement destinée à ce public s'imposait. Guizot accepta également de s'en charger.

Pourquoi Guizot ? Sparks aurait pu se tourner vers Alexis de Tocqueville, qu'il avait rencontré à Paris dès 1828, qu'il avait revu à Boston en septembre 1831, avec lequel il demeurait en correspondance. De plus, la compétence américaine de Tocqueville était solidement établie depuis la publication, en 1835, de la première partie de *De la démocratie en Amérique*, reçue avec faveur tant en France qu'en Angleterre et aux Etats-Unis. Sans doute, aux yeux des éditeurs américains, la notoriété de Guizot, tant politique qu'intellectuelle, était-elle bien plus considérable, alors que Tocqueville débutait dans la carrière des lettres, et n'avait pas encore embrassé celle de la politique. Comme Guizot, la République américaine était alors âgée de cinquante ans, puisque Washington avait pris ses fonctions en avril 1789. Peut-être sa qualité de protestant le désignait-elle particulièrement, aux yeux du révérend Sparks, pour entrer dans la mentalité anglo-américaine, comme il l'avait amplement prouvé. En outre la proposition arrivait pour lui au bon moment. En 1838 le député du Calvados, l'un des fondateurs de la monarchie de Juillet, a quitté depuis un an le gouvernement, dans lequel il a brillé au ministère de l'Instruction publique durant près de cinq

¹ Ce tableau se trouve aujourd'hui au Smithsonian American Art Museum, à Washington.

² *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Michel Lévy, t. 4, 1861, p. 316.

années. Il n'était pas homme à rester inactif, et en même temps trop occupé pour reprendre à fond ses grands chantiers, la révolution d'Angleterre et l'histoire de France, car il se savait appelé à revenir aux affaires à brève échéance. Il était donc disponible pour un travail d'une certaine envergure, mais qui ne fût pas accablant ni de longue haleine. Un accord fut passé avec le libraire parisien Charles Gosselin, également l'éditeur de Tocqueville, pour la publication de six volumes. Le choix des extraits, et leur traduction, s'étalèrent sur les trois premiers trimestres de 1839, et Guizot rédigea son « Introduction sur l'influence et le caractère de Washington dans la révolution des Etats-Unis d'Amérique » à la fin de l'été, en six semaines environ. L'ensemble parut en librairie dans les premiers jours de 1840, avant que, en 1842, le même éditeur publie à part cette introduction, dans un format plus petit, sous le simple titre *Washington*. Entretemps l'ouvrage avait été traduit en anglais par Henry Reeve, là encore traducteur de Tocqueville, et diffusé au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. L'accueil fut généralement chaleureux, voire enthousiaste. Les Américains étaient heureux de voir honorer par un Européen de renom leur grand homme et le grand événement qu'il incarnait, et les Français, pour beaucoup d'entre eux, les découvraient autrement que par les récits de La Fayette, mort six ans plus tôt et auquel Guizot, du reste, accordait une large place dans son récit.

Dans l'œuvre de Guizot, son *Washington* représente une sorte de pas de côté. Le genre biographique n'est pas celui qu'il affectionne, et parmi les ouvrages qui lui ont valu la célébrité, ne figure aucune biographie, même s'il en rédigea quelques-unes, parfois de circonstance. En effet, dans la conception et la pratique de l'histoire que, depuis son cours inaugural à la faculté des Lettres en décembre 1812, il n'a cessé de développer, le grand homme n'est pas tenu pour un agent déterminant. Le cours des événements suit une tout autre logique, que l'on appelle à l'époque fataliste, et qu'il résume en 1823 dans ses *Essais sur l'histoire de France* : « Les événements sont plus grands que ne le savent les hommes, et ceux-là même qui semblent l'ouvrage d'un accident, d'un individu, d'intérêts particuliers ou de quelque circonstance extérieure, ont des sources bien plus profondes et une bien autre portée. » Comme l'écrivait Mme de Staël en tête de ses *Considérations sur la révolution française*, dont l'influence fut considérable sur la génération post-révolutionnaire, il ne faut pas prendre les acteurs pour la pièce, autrement dit l'effet pour la cause. Le grand homme, précise Guizot, ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt : « Les grands hommes ont le monopole de l'histoire. C'est l'une des principales causes de ses lacunes et de ses erreurs (...) L'histoire vraiment publique, c'est celle des hommes qui n'ont point d'histoire.³ » Sans leur contester « la moindre part de leur place et de leur gloire », l'historien, que rejoint le politique, les leur mesure chichement. Le bon usage des grands hommes en histoire est ainsi à considérer avec précaution. Guizot s'en explique dans son cours d'histoire de la civilisation en France, professé en 1829-1830⁴, développant un étonnant parallèle entre Charlemagne et Napoléon, dont la destinée habite alors tous les esprits. Dans les deux cas, et dans d'autres, l'activité et le rôle du grand homme se divisent en deux parts. Avec la première, il comprend mieux que personne ce dont a besoin la société de son temps pour se développer, et, par son autorité et ses capacités propres, il parvient mieux que personne à diriger et entraîner les forces sociales dans cette direction. Il est alors compris et suivi par le plus grand nombre. C'est sa part de supériorité et de gloire. Mais voilà qu'il s'évade ensuite de la réalité pour entrer dans des combinaisons et des ambitions personnelles. On le suit un certain temps sur ce chemin aventureux et généralement guerrier, puis on s'inquiète, on se lasse, on l'abandonne et il tombe : « Et toute la partie purement personnelle et arbitraire de ses œuvres tombe avec lui. » Ainsi tombèrent, à mille ans d'écart, l'empire carolingien et l'empire français. Ainsi tomba également Olivier Cromwell, sans doute celui des grands hommes auquel Guizot

³ *Etudes biographiques sur la Révolution d'Angleterre*, Paris, Didier, 1851, pp. 259-260.

⁴ *Histoire de la civilisation en France*, édition définitive, Paris, Didier, 1857, t. 2, pp. 114-119.

s'intéressa de plus près, impressionné par son génie baroque, son mélange de grand bon sens et d'audace impavide, mêlant vérité et mensonge en s'y retrouvant longtemps, « joueur aussi prudent qu'effréné », mais qui tenta en vain de rétablir ce qu'il avait détruit, le gouvernement monarchique. C'est que, « plus sa situation devenait grande, plus son ambition grandissait et le portait au-dessus de sa situation.⁵ » Guillaume III d'Orange, lui, réussit en 1688 là où Cromwell avait échoué trente ans plus tôt. De moindre envergure, « glorieux mélange d'habileté et de foi, d'ambition et de dévouement⁶ », il a mérité, aux yeux de l'histoire et de la postérité, de faire figure de quasi grand homme, en fondant une monarchie constitutionnelle renouée et toujours vivante, mais il lui manquait cette élévation morale qui le placerait au firmament de la galerie de Guizot. En vérité, un seul homme fut pour lui complètement grand : George Washington.

Le général, le président, la personne même, tout chez lui concourait à signaler le grand homme. Grand parce que, dans toutes les situations, il se montra au niveau des circonstances, et remplit exactement le rôle que le cours de l'histoire lui réservait, sans lui être inférieur ni l'excéder jamais. Des deux parts de la grandeur, il n'exerça que la première, se retirant lorsque l'œuvre à laquelle il se jugeait apte fut accomplie, à quoi aucun des rares grands hommes avant et après lui n'avait jamais consenti. Mieux qu'aucun autre, il fut l'un des « représentants de ces crises souveraines qui ont fait le sort des nations.⁷ » C'est que, tel que Guizot le montre, il était exactement pourvu des qualités nécessaires et suffisantes à sa tâche : « Ni sa pensée ni sa passion n'étaient grandes par elles-mêmes et hors de l'action », et ainsi il échappait à l'hybris qui guette le chef victorieux livré à son esprit et à ses sentiments. « Mais dans l'action, son jugement était infailible, son âme très ferme et supérieure par la sérénité et le désintéressement.⁸ » Aussi, à travers bien des vicissitudes, conduisit-il à bon port la nation en formation qui s'était remise à lui de sa destinée, car, c'était l'évidence y compris sur le moment même, il était le seul à le pouvoir. Et là Guizot, par une sorte d'exception qui rehausse encore le mérite de Washington, donne à mesurer le rôle décisif des grands hommes, du moins de celui-là : « A lui, et à quelques hommes qui l'entouraient, l'Amérique doit son indépendance (...) Je ne connais point de grand événement qui eût eu sa grandeur et son sens moral si deux ou trois hommes, quelquefois un seul, en avaient été retirés.⁹ »

La Révolution d'Angleterre eut ses grands hommes, Cromwell qui l'entreprit et Guillaume III qui la conclut. Ce fut sa bonne fortune. La Révolution française, à laquelle pense naturellement Guizot en écrivant sur Washington comme sur bien d'autres sujets, ne l'eut pas. Mirabeau eût peut-être été l'homme de la situation, mais il lui fut retiré, et la révolution, en France, échoua. Mais la révolution américaine ? En vérité, selon Guizot qui utilise rarement cette expression, il n'y eut pas de révolution à proprement parler outre atlantique. Les Etats-Unis « ne tentaient point, à vrai dire, une révolution (...) Point de vieil ordre social à craindre, à détester et à détruire (...) Point de lutte entre les classes diverses (...) Il n'y avait pas plus de révolution dans les âmes que dans la société¹⁰ », où l'esprit religieux ne cessait pas de prévaloir. Et c'est pourquoi la démocratie, dans la forme républicaine, put s'établir en Amérique sans les convulsions, les violences et l'anarchie qui, dans l'esprit de Guizot, l'accompagnent nécessairement en Europe. Elle le put parce qu'elle demeura cantonnée à sa seule prétention légitime : l'égalité civile, celle qui ne reconnaît

⁵ *Discours sur l'histoire de la Révolution d'Angleterre* (1850). Paris, Robert Laffont, 1997, éd. Laurent Theis, p. 38.

⁶ *Ibid.*, p. 74.

⁷ *Ibid.*, p. 73.

⁸ Lettre à Laure de Gasparin du 12 août 1839.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Discours sur l'histoire de la Révolution d'Angleterre*, *op. cit.*, pp. 72-73.

aucun privilège de naissance ou de condition, qui met chacun en position analogue devant l'impôt, qui ouvre à tous un égal accès aux fonctions publiques ; mais non pas la démocratie qui prétend, au besoin par la force, livrer indistinctement aux masses la conduite des affaires et le gouvernement de l'Etat, qui n'en serait que l'émanation soumise aux mouvements d'une opinion ignorante et instable. Ainsi se distinguent la démocratie sociale et la démocratie politique. Vers la première, Washington était spontanément porté, bien qu'il fût « sans nul goût ni laisser-aller démocratique.¹¹ » Mais, « lorsqu'il s'agissait de l'organisation du gouvernement, il était opposé aux prétentions locales et populaires, partisan déclaré de l'unité et de la force du pouvoir central.¹² » Sur ce point Alexander Hamilton, secrétaire d'Etat au Trésor et personnalité injustement méconnue en Europe, fut d'un appui précieux, par sa conviction que le sort de la nation nouvelle devait être confié à une sorte d'aristocratie de fonction, dans le cadre d'un gouvernement centralisé. Ainsi fut rendue acceptable et pratiquée la démocratie bien entendue, car « il faut deux choses à la démocratie pour son repos et son succès ; il faut qu'elle se sente aimée et contenue, qu'elle croie au dévouement sincère et à la supériorité morale de ses chefs.¹³ » Pour Guizot, en Amérique comme ailleurs, l'autorité devait venir d'en haut. C'est à ce point que le rencontre Tocqueville.

Il serait hasardeux de voir dans l'essai biographique de Guizot une réponse directe à la première partie de *De la démocratie en Amérique*, publiée en 1835, ni d'y chercher une réaction anticipée à la deuxième partie, annoncée depuis quelque temps et qui devait paraître en avril 1840, trois mois après le *Washington*, chez le même éditeur. A peine peut-on discerner une allusion à l'entreprise de Tocqueville lorsque, s'interrogeant sur la destinée des Etats-Unis après le triomphe du parti démocratique depuis l'avènement de Jefferson en 1801, renforcé par le double mandat d'Andrew Jackson, plus radical, entre 1829 et 1837, Guizot écrit : « Questions immenses : difficiles à résoudre, si je ne m'abuse, pour les nationaux ; impossibles, à coup sûr, pour un étranger. » L'étranger pourrait bien être le nouveau député de Valognes, élu en mars 1839. Ce dernier, cependant, n'était pas un étranger pour Guizot. Auditeur assidu et admiratif du cours d'histoire moderne, Tocqueville avait rencontré l'illustre professeur d'histoire au début de 1830. Dix ans plus tard, les rapports demeuraient de bonne qualité, et, le 2 mai 1840, il pouvait écrire à lord Radnor qu'il avait « l'honneur de beaucoup connaître M. Guizot », auquel il avait naturellement adressé un exemplaire de la deuxième partie de *De la démocratie*, lui déclarant que, « dans tout le monde politique et littéraire, il n'y a pas un seul homme dont le jugement m'importe plus que le vôtre ». Le dédicataire lui répondit aimablement et longuement : « La démocratie a besoin d'amis tels que vous. Ce serait un triste spectacle de voir les maximes qui ont précisément pour dessein d'élever l'humanité tout entière n'aboutir qu'à son abaissement (...) J'ai foi qu'il n'en sera rien, mais il y faut prendre beaucoup, beaucoup de peine. Car la pente vers le bas est bien facile, et les moyens de retenir sur la pente bien faibles. Vous êtes de ceux qui sont voués à ce rude travail. » Et Guizot regrette que Tocqueville n'ait pas donné, « à l'état démocratique des Etats-Unis, et au rôle qu'y jouent les croyances chrétiennes soit dans la société soit dans les âmes, plus de développement ». Enfin de conclure : « Je pense beaucoup à vous, quelquefois avec inquiétude.¹⁴ » Guizot avait raison d'être inquiet : son ancien disciple passa à une opposition feutrée à la fin de 1840, quand lui-même devint ministre des Affaires étrangères et prit les rênes du gouvernement, puis ouverte à partir de 1842, exprimant son éloignement pour les dirigeants politiques du moment et constatant que « le parti libéral, mais non

¹¹ *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, op. cit., p. 319.

¹² *Washington*, p. 80.

¹³ *Ibid.*, pp. 120-121.

¹⁴ La lettre de Tocqueville est datée du 26 avril 1840, celle de Guizot du 8 mai, de Londres où il est alors ambassadeur. Je remercie Mme Françoise Mélonio, éminente spécialiste de Tocqueville, de m'avoir aimablement transmis ces deux documents.

révolutionnaire, qui seul me conviendrait, n'existe pas »¹⁵. On peut regretter qu'il n'ait pas cherché à le faire exister, mais ce n'était pas dans son tempérament.

S'agissant de la démocratie, en Amérique et ailleurs, Tocqueville se sépare de Guizot en ce que, pour lui, le pouvoir vient d'en bas, et c'est dans le peuple que le gouvernement puise sa légitimité : « Le peuple règne sur le monde politique américain comme Dieu sur l'univers.¹⁶ » Pour Guizot, au contraire, et y compris dans la république des Etats-Unis telle que l'ont voulue les pères fondateurs, il appartient aux gouvernants, à ces « hommes supérieurs » que désignent leurs capacités et leur situation sociale, de se faire reconnaître et accepter de ce qu'il appelle, non sans une pointe de réticence, les masses : « Sa supériorité était de savoir que naturellement et par la loi essentielle des choses, écrit-il à propos de Hamilton, le pouvoir est en haut, à la tête de la société, qu'il doit être constitué selon cette loi, et que tout système, tout effort contraire portent tôt ou tard, dans la société même, le trouble et l'affaiblissement. » Au fond, Tocqueville présentait et annonçait, sans joie car son origine et ses inclinations l'attiraient vers l'aristocratie, la pénétration grandissante et inéluctable des masses dans le mouvement de la société. Guizot la repoussait et la refusait, jugeant que la révolution de Juillet, censitaire et méritocratique, avait atteint le point d'équilibre entre démocratie sociale et démocratie politique, faisant à chacune sa juste part. Dans ce débat, Tocqueville faisait figure de vaincu de l'histoire, comme son ancien maître, doté d'une belle énergie, le lui asséna dans une lettre célèbre : « Je retrouve dans votre livre le même caractère qui m'avait frappé dans votre grand ouvrage sur les Etats-Unis d'Amérique. Vous peignez et vous jugez la démocratie moderne en aristocrate vaincu et convaincu que son vainqueur a raison.¹⁷ » Charles de Rémusat, rendant compte du livre de Guizot, tentait une synthèse : « Peut-être, quelque jour, ne devons-nous plus admirer que les masses ; pendant qu'il est encore temps, donnons-nous le plaisir d'admirer un grand homme.¹⁸ » Guizot proposerait-il ainsi un idéal devenu peut-être inaccessible, tandis que Tocqueville décrivait la réalité sociale en cours de maturation¹⁹? Reste que le gouvernement libre auquel ils aspiraient tous les deux et dont ils cherchaient séparément le meilleur chemin demeurerait, lui, leur objectif commun. Guizot se donna le plaisir, le 24 janvier 1861, de se confronter à son ancien opposant lorsque, répondant à Henri Lacordaire qui succédait à Tocqueville à l'Académie française, il traça, bien mieux que le dominicain, le portrait intellectuel de son prédécesseur : « La démocratie moderne a trouvé en lui un observateur aussi libre qu'équitable, profondément touché de ses mérites et de ses droits, mais éclairé sur ses défauts et ses périls (...) En décrivant la démocratie en Amérique, il prit grand soin de mettre également en lumière les heureuses chances qu'elle avait rencontrées jusque là, et les dangers qu'elle portait encore en elle-même, au milieu des prodigieux succès qu'elle avait déjà obtenus. C'est le caractère original de son ouvrage de n'être ni un plaidoyer en faveur de la démocratie, ni un réquisitoire contre elle, ni une tentative d'importation indiscrète. » Et de conclure : « Ce que souhaitait, ce que cherchait pour notre patrie M. de Tocqueville, je le souhaitais, je le cherchais comme lui. Nous portions aux libertés publiques et aux institutions qui les fondent, le même amour, inspiré par des idées et des sentiments à tout prendre très semblables.²⁰ » Tocqueville n'était plus là pour, à tout le moins, nuancer les termes de cette annexion qui prit, pour bien des auditeurs, les accents d'une victoire de l'aîné sur le cadet .

¹⁵ Lettre à Pierre-Paul Royer-Collard du 27 septembre 1841.

¹⁶ *De la démocratie en Amérique*, 1^{er} partie, Paris, Garnier-Flammarion, 1993, p. 120.

¹⁷ Lettre à Tocqueville du 30 juin 1856, à propos de *L'Ancien Régime et la Révolution*.

¹⁸ Dans la *Revue des Deux-Mondes*, janvier-mars 1840, repris dans *Passé et Présent*, Paris, Ladrance, 1847, t. 2, p. 150-151. Dans cet article lumineux, Rémusat annonce le « beau livre » que doit donner prochainement Tocqueville.

¹⁹ Voir Lucien Jaume, *Tocqueville*, Paris, Fayard, 2008, pp. 355-366. Cet ouvrage offre une analyse substantielle des rapports intellectuels entre Guizot et Tocqueville, pp. 338-389.

²⁰ *Discours académiques*, Paris, Didier, 1861, pp. 112-113 et 118.

Guizot n'annexa pas seulement son ancien confrère à l'Institut. Il annexait aussi et d'abord la révolution américaine, dont il présentait une version bourgeoise, et surtout Washington lui-même : « Plus je pénétrai dans l'étude de l'événement et de l'homme, plus je me sentis intéressé et éclairé, aussi bien pour ma vie publique que pour ma pensée solitaire. Je passais et repassais sans cesse de France en Amérique et d'Amérique en France.²¹ » Quant à la vie publique, il reconnaissait l'aspiration commune des deux sociétés à la liberté politique, et la fondation, grâce à Washington, du « gouvernement libre par l'ordre et la paix, au sortir de la révolution²² » correspond presque à la lettre au programme de la monarchie de Juillet. Ne repeignait-il pas ainsi la révolution américaine aux couleurs de l'orléanisme ? C'est ce que considéra un lecteur attentif, le général Lewis Cass, ancien secrétaire d'Etat à la Guerre sous la présidence Jackson et ambassadeur des Etats-Unis à Paris depuis 1836. Cass, auquel les éditeurs des six volumes parus chez Gosselin témoignèrent leur gratitude pour son soutien à la publication, tout en soulignant « la très belle et forte écriture²³ » de l'Introduction rédigée par Guizot, explique que sa « grande erreur, commune à toute l'Europe », a été d'assigner à Washington une part trop importante, et à la masse de la population une part trop insignifiante, dans le grand drame politique qui s'est joué alors. « Notre organisation sociale, déplore-t-il, est pour l'ancien monde une énigme. » Etant un conservateur, Guizot ne voit dans la révolution américaine qu'un changement simple et naturel d'institutions politiques, une révolution conservatrice des libertés comme en 1830. Et Cass, à l'appui de son argumentation, cite le compte rendu du *Washington* publié par le publiciste Léon Faucher, futur ministre de l'Intérieur à poigne de la IIe République, dans le *Courrier français* : lui aussi, tout en reconnaissant les mérites du livre, estime que la dimension sociale de la Révolution américaine n'apparaît pas suffisamment, en particulier le sentiment d'humiliation éprouvé par la population face au traitement infligé aux colonies par l'Angleterre, qui a joué un rôle décisif dans le déclenchement du grand événement.

De fait, Guizot avait cherché et donc trouvé bien des éléments de rapprochement entre la démarche de Washington et celle des gouvernants de la monarchie constitutionnelle française, issue elle aussi d'une révolution maîtrisée. Washington n'avait-il pas exprimé, dans une lettre à La Fayette, son attachement à une politique du « juste milieu » ? L'expression ne pouvait pas mieux tomber pour qui en faisait déjà et allait en faire davantage encore une sorte de mot d'ordre et de ralliement. Dans ses *Mémoires*, Guizot enfonça le clou, rappelant combien, en 1839, il avait été « charmé de reconnaître, entre la politique de Washington dans le gouvernement naissant des Etats-Unis et celle que nous avons soutenue, mes amis et moi, depuis 1830, une évidente analogie.²⁴ » Washington n'avait-il pas fait « les deux plus grandes choses qu'en politique il soit donné à l'homme de tenter. Il maintint, par la paix, l'indépendance de son pays (...) Il fonda un gouvernement libre, au nom des principes d'ordre et en rétablissant leur empire.²⁵ » Ce que Guizot écrit ainsi en septembre 1839, il le tentera en effet d'octobre 1840 à février 1848, comme principal ministre de Louis-Philippe. Dans son entreprise, il fut à coup sûr moins heureux que le premier président des Etats-Unis.

A titre individuel, Guizot a pu chercher dans la personnalité de Washington un reflet anticipé de la sienne. Pour ne rien dire des vertus privées du grand homme, car sur ce point le parallèle ne peut que demeurer discret, voire implicite, il insiste sur des traits de caractère et de comportement qu'ailleurs il se reconnaît volontiers. Est-ce Washington, est-ce son biographe qu'il décrit dans des considérations comme celle-ci : « Quand il avait observé,

²¹ *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, op. cit., p. 316.

²² *Washington*, p. 122.

²³ Dans son livre *France, its King, Court, and Government, by an American*, publié anonymement en juin 1840 à New York chez Wiley & Putnam. Les pp. 44-49 sont consacrées à l'ouvrage de Guizot.

²⁴ *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, op. cit., p. 323.

²⁵ *Washington*, p. 121.

réfléchi et arrêté son idée, rien ne le troublait ; il ne se laissait point jeter ou entretenir, ni par les idées d'autrui, ni par le désir de l'approbation, ni par la crainte de la contradiction, dans un état de doute et de fluctuation continuelle.²⁶» Ou comme celle-là : « Il avait ce rare courage de s'attacher fermement à une vue principale, et d'accepter sans murmurer les imperfections et les inconvénients du succès.²⁷ » Et il déclare savoir gré à Washington de confirmer ce dont il fait lui-même profession, croire que « quand on a raison, on peut réussir ²⁸», écho de sa propre formule : « quand on a raison, on a bien plus raison qu'on ne croit. »

Ainsi, Washington, durant ces quelques semaines, fut pour François Guizot « une fréquentation salubre, qui délasse et fortifie, comme tous les vrais cordiaux ²⁹», qui donne aussi à réfléchir sur les fondements et les conditions d'exercice de la démocratie tels que les ont posés et proposés les Etats-Unis d'Amérique, et tels que les affrontent les sociétés contemporaines. Cent soixante-quinze ans plus tard, alors que deux des grandes démocraties du monde, les Etats-Unis et la France, se dotent d'un nouveau président, cette fréquentation n'a pas, croyons-nous, achevé d'épuiser ses vertus.

Laurent THEIS

²⁶ *Ibid.*, p. 42.

²⁷ *Ibid.*, p. 114.

²⁸ Lettre à la princesse de Lieven du 20 août 1839.

²⁹ Lettre à Laure de Gasparin du 26 août 1839.